



CHARTRE D'ENGAGEMENTS RECIPROQUES

ENTRE L'ASSISTANT(E) MATERNEL(LLE) NOUVELLEMENT AGREE(E) ET LA CAF

N° d'allocataire.....

Entre :

L'assistant(e) maternel(le) nouvellement agré(e) ci-dessous désigné(e) :

.....
(civilité, prénom et nom)

Né(e) le à

Demeurant
.....
(n°, rue, CP et ville)

D'une part,

Et

La caisse d'Allocations familiales de l'Essonne, représentée par Monsieur Gaudérique Barrière, Directeur, dont le siège est situé : 2, avenue du Lac 91013 Evry-Courcouronnes cedex,

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :



SOMMAIRE

PREAMBULE 3

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CHARTE D'ENGAGEMENTS RECIPROQUES 3

ARTICLE 2 : ROLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES.....3

Article 2.1.Engagement de l'assistant(e) maternel(les) 3

Article 2.2.Engagements de la caisse d'Allocations familiales.....4

ARTICLE 3 : DUREE ET DENONCIATION DE LA CHARTE D'ENGAGEMENTS
RECIPROQUES.....5



Préambule

A l'heure où le solde entre le nombre d'assistant(e)s maternel(le)s partant à la retraite et le nombre d'assistant(e)s maternel(le)s entrant dans la profession, tend à devenir négatif, il importe de renforcer l'attractivité de ce métier.

De leur côté, les candidat(e)s à la profession d'assistant(e) maternel(le) se plaignent du coût de l'achat du matériel de puériculture et de sécurité nécessaire à leur installation dont ils (elles) doivent supporter la charge.

C'est pourquoi, dans le cadre de la convention d'objectifs et de gestion signée avec l'Etat pour la période 2023 à 2027, la caisse nationale d'Allocations familiales (Cnaf) s'est engagée à ce que les caisses d'Allocations familiales (Caf) versent une prime d'installation aux d'assistant(e)s maternel(le)s nouvellement agréé(e)s relevant de la convention collective nationale de travail des assistants maternels du particulier employeur.

Article 1 : Objet de la charte d'engagements réciproques

La présente charte d'engagements réciproques a pour objet de préciser les engagements réciproques de la Caf et de d'assistant(e) maternel(le) nouvellement agréé(e) en cas de versement d'une prime à l'installation.

Article 2 : Rôle et engagements des parties

Article 2.1 : Engagement de l'assistant(e) maternel(le)

Article 2.1.1. : Il (elle) doit avoir été agréé(e) pour la première fois

L'assistant(e) maternel(le), partie à la présente charte d'engagements réciproques, déclare avoir été individuellement agréé(e) par le Conseil départemental, conformément à l'article L. 421-3 du Code de l'action sociale et des familles.

Sa demande a été formulée dans un délai d'un an à compter de la daté de son agrément.

Il (elle) déclare qu'il s'agit d'un premier agrément et s'engage à ne pas en reformuler la demande dans un autre département. En cas de déménagement, il (elle) ne peut pas prétendre à nouveau au versement de cette prime.

L'assistant(e) maternel(le), partie à la présente charge d'engagements réciproques, déclare avoir suivi la formation initiale obligatoire avant tout accueil du premier enfant prévue à l'article L.421-14 du Code de l'action sociale et des familles.

Il (elle) a fourni l'imprimé de demande joint en annexe dûment complété et signé, accompagné des pièces justificatives demandées, dont la copie de l'agrément ainsi que l'attestation de suivi de la première partie de la formation délivrée par le Conseil départemental ou l'organisme de formation.

Il (elle) s'engage à appliquer une tarification qui respecte la limite maximale de cinq Smic horaire/jour fixée par l'article D. 531-10 du Code de la sécurité sociale.



Article 2.1.2. : Il (elle) doit avoir un début effectif d'activité de deux mois minimum et s'engager à rester un minimum de trois ans dans la profession

Un minimum d'activité de deux mois est exigé. Elle est attestée par la production des deux premiers bulletins de salaire.

L'assistant(e) maternel(le), partie à la présente charge d'engagements réciproques, s'engage à rester dans la profession un minimum de trois ans révolus à compter de la demande de prime.

Si dans les trois ans, il (elle) est amené(e) à cesser son activité, il (elle) en informe la Caf de l'Essonne au plus tard dans le mois qui suit.

A cet effet, la Caf de l'Essonne peut procéder à des contrôles d'activité afin de s'assurer que l'assistant(e) maternel(le) accueille toujours des enfants.

Article 2.1.3. : Il (elle) doit renseigner ses disponibilités sur le site Internet « mon-enfant.fr »

L'assistant(e) maternel(le), partie à la présente charte d'engagements réciproques, s'engage à donner son accord au Conseil départemental pour figurer sur le site Internet « mon-enfant.fr » et à renseigner ses disponibilités d'accueil détaillées (tableau des horaires selon le mode opératoire déterminé sur le territoire (soit information transmise au relais assistant(e)s maternel(le)s (Ram) ou à tiers habilité, soit renseignement des disponibilités par l'assistant(e) maternel(e) lui/elle-même).

Toutefois, dans le cas où le Conseil départemental n'a pas transmis la liste des assistant(e)s maternel(le)s agréé(e)s sur le département, le site Internet ne peut pas contenir ses coordonnées. Il ne peut alors pas lui être tenu rigueur de ne pas remplir ses disponibilités.

En revanche, dès que le site sera à jour, il (elle) s'engage à se soumettre à cette obligation.

Article 2.1.4 : En cas de non-respect de ses engagements, ils (elles) doivent rembourser, sauf dérogation, le montant de la prime

Si l'activité cesse au cours de la période de la présente charte, un remboursement total ou partiel pourra être engagé, à l'exception des cas suivants : déménagement dans un logement trop petit pour l'accueil des enfants, maladie de l'assistant(e) maternel(le) ou de son conjoint ou d'un enfant, ou toute cause indépendante de sa volonté.

La Caf de l'Essonne peut donc procéder à un contrôle d'activité de l'assistant(e) maternel(le) durant cette même période.

Le remboursement se fait auprès de la Caf de l'Essonne, 2 avenue du Lac 91013 Evry-Courcouronnes Cédex.

Un barème de recouvrement personnalisé des échéanciers de paiement pourra être mis en place, au prorata du nombre d'années exercées.

Article 2.2. : Engagements de la caisse d'Allocations familiales

La Caf de l'Essonne s'engage à verser, dans la limite des crédits notifiés à cet effet par la Cnaf, la prime à tous/toutes les assistant(e)s maternel(le)s nouvellement agréé(e)s qui en font la demande et qui acceptent les conditions de la charte d'engagements réciproques.

La Caf de l'Essonne s'engage à assurer la promotion de cette mesure en direction du public cible et de ses partenaires concernés. A cet effet, elle assure une information auprès des Ram et en collaboration avec le Conseil départemental, des candidat(e)s à l'agrément et des assistant(e)s maternel(le)s nouvellement agréé(e)s.



La Caf de l'Essonne s'engage à sensibiliser les assistant(e)s maternel(le)s sur les besoins des familles en termes d'accueil d'urgence et d'accueil sur des horaires spécifiques (de 22 heures à 6 heures du matin, le dimanche et les jours fériés mentionnés à l'article L. 3133-2 du code du travail).

A cet effet, la Caf de l'Essonne s'engage à évoquer les possibilités pour l'assistant(e) maternel(le), partie à la présente charte d'engagements réciproques, à proposer ce type d'accueil. Elle l'informe également de la réglementation relative à la possibilité pour les parents de bénéficier d'un complément mode de garde (Cmg) majoré de 10 % en cas de recours à un(e) assistant(e) maternel(le) sur des horaires spécifiques.

Elle s'engage à tout mettre en œuvre afin que le site Internet « mon-enfant.fr » contienne les coordonnées des assistant(e)s maternel(le)s et soit à jour de leurs disponibilités ainsi qu'à poursuivre les négociations et liens avec le Conseil départemental nécessaire à l'exhaustivité de cette information.

La branche Famille assure les développements informatiques et la maintenance du site.

Si elle est membre d'un groupe utilisateurs, la Caf de l'Essonne s'engage à veiller à ce que l'assistant(e) maternel(le), partie prenante à la présente charte d'engagements réciproques, puisse participer à ce groupe s'il (elle) le souhaite et que ses remarques soient bien recensées.

La Caf de l'Essonne s'engage à se rapprocher des Ram de son territoire afin qu'ils soient sensibilisés sur l'intérêt pour les assistant(e)s maternel(le)s de disposer d'une information sur les différentes modalités d'exercice de leur profession (à leur domicile, en micro-crèches, au sein d'un service d'accueil familial ou en se regroupant).

La Caf de l'Essonne s'engage également à ce que les Ram soient invités à relayer auprès des assistant(e)s maternel(le)s les différentes fonctionnalités du site Internet « mon-enfant.fr » et l'utilité qu'il représente tant pour elles que pour les familles, notamment le fait que les assistant(e)s maternel(le)s pourront renseigner leurs disponibilités afin de faciliter leur mise en relation avec les familles qui cherchent un mode d'accueil pour leur enfant.

La Caf de l'Essonne s'engage à ce que les Ram informent les assistant(e)s maternel(le)s de l'intérêt pour eux à le fréquenter et à participer aux activités qu'ils proposent dans la mesure des possibilités des assistant(e)s maternel(le)s, sachant que cette fréquentation peut leur être difficile pour des raisons de mobilité liées au transport, au nombre d'enfants accueillis ou aux horaires d'ouverture.

Article 3 : Durée et dénonciation de la charte d'engagements réciproques

Article 3.1. : Durée de la charte d'engagements réciproques

La présente charte d'engagements réciproques est conclue pour une durée de trois ans à compter de la date de la demande formulée par l'assistant(e) maternel(le), partie prenante à la présente charte d'engagements réciproques, sans possibilité de renouvellement.

Article 3.2. : Dénonciation de la charte d'engagements réciproques

La charte d'engagements réciproques peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, en cas d'inexécution ou de non-respect de ces stipulations.

Dans tous les cas, la dénonciation de la présente charte d'engagements réciproques doit être notifiée par lettre recommandée avec avis de réception.



Article 4 : Règlement des litiges

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable toute difficulté dans la mise en œuvre de la présente charte d'engagements réciproques. Dans l'hypothèse où aucune solution ne serait trouvée, le litige sera porté devant les juridictions territorialement compétentes.

Cette charte d'engagements réciproques comporte 6 pages dont l'assistant(e) maternel(le) reconnaît avoir pris connaissance.

Fait à Evry-Courcouronnes, en 1 exemplaire original, le.....

Pour l'assistant(e) maternel(le)

Pour la Caf de l'Essonne, son Directeur

Madame / Monsieur

Monsieur Gaudérique BARRIERE

